

## Groupe PA : l'employeur rejette les principales revendications du syndicat à la table

L'équipe de négo du groupe PA a repris les pourparlers avec le Conseil du Trésor les 21 et 22 janvier pour exiger des réponses sur des revendications importantes. Malheureusement, nous avons essuyé un non catégorique sur des sujets particulièrement importants pour les membres.

L'employeur a carrément refusé d'aborder la majorité de nos revendications, en prétextant qu'elles n'entrent pas dans son cadre de négociation créé de toutes pièces. Nous rejetons entièrement ce raisonnement et sommes en profond désaccord avec sa position.

En refusant de discuter de priorités comme la sécurité d'emploi, les niveaux de service, la discrimination, le harcèlement et l'abus de pouvoir, l'intelligence artificielle et la surveillance, les changements technologiques ainsi que le télétravail, l'employeur démontre clairement que les contraintes budgétaires et le contrôle passent avant les besoins, la sécurité et les conditions de travail du personnel. Ces enjeux touchent concrètement les membres au quotidien et ont leur place à la table.

Nous avons aussi pressé l'employeur de se prononcer sur nos [revendications salariales](#) présentées en décembre, mais nous n'avons toujours pas obtenu de réponse substantielle ni de contre-proposition.

## L'employeur refuse d'ouvrir la négociation sur le réaménagement des effectifs

Alors que des milliers de membres de l'AFPC [reçoivent des avis de réaménagement des effectifs](#), l'employeur refuse toujours de négocier des mesures pour en atténuer les conséquences sur les membres. Si l'employeur admet qu'il s'agit d'une période difficile, il n'est toutefois pas prêt à discuter de réelles améliorations.

Notre équipe a proposé des solutions économiques. Par exemple, en maximisant le télétravail, l'employeur pourrait épargner les emplois, tout en réduisant les perturbations, les besoins en espace de bureau et les frais de réinstallation. Nous avons aussi exigé plus de transparence et d'équité, notamment par l'établissement de processus clairs et équitables en ce qui concerne les offres d'emploi raisonnables. Même si nous n'avons pas encore reçu de réponse, nous continuerons d'insister pour que l'employeur examine ces revendications pratiques qui pourraient réellement améliorer la situation des membres.

[Au cours de la dernière année, plus de 9 700 membres ont reçu un avis de réaménagement des effectifs](#), dont 6 900 rien que dans le dernier mois. C'est sans compter les 5 500 personnes dont le contrat à durée déterminée a été interrompu ou n'a pas été renouvelé. Et comme le gouvernement veut couper 30 000 postes de plus, on sait que beaucoup d'autres membres seront touchés cette année.

## Le télétravail revient à la table

Le premier ministre Carney a déclaré qu'il consulterait les syndicats en janvier et qu'il préciserait les modifications à la directive de présence au bureau après [des échanges avec le milieu des affaires d'Ottawa](#) en décembre. Or, ces consultations n'ont pas encore eu lieu. Tout en rappelant à l'employeur que le télétravail est une priorité pour les membres et qu'il ne peut modifier leurs conditions de travail pendant les pourparlers, nous lui avons fait valoir qu'il aurait tout intérêt à saisir cette occasion pour nous consulter.

Notre revendication rendrait le télétravail plus équitable, transparent et centré sur le personnel, en obligeant les gestionnaires à examiner véritablement chaque demande au cas par cas et en interdisant les plafonds arbitraires.

Dans une [récente décision en faveur des membres de l'AFPC à la Bibliothèque du Parlement](#), la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral a statué que l'employeur ne peut refuser de négocier le télétravail dans le cadre de la convention collective. Une décision qui tombe à point, alors que nous poursuivons la joute à la table.

## Nouvelles revendications sur le congé de maternité, la santé génésique et les mesures de soutien propres aux emplois

Nous avons demandé à l'employeur d'augmenter les prestations complémentaires associées aux congés parentaux prolongés, afin que toutes les familles puissent se prévaloir de ce congé sans s'appauvrir.

Nous avons également exigé un meilleur soutien en santé génésique afin d'offrir aux membres un accompagnement digne, flexible et empreint de compassion pour divers besoins liés à la santé reproductive et au genre (menstruations, ménopause, syndrome des ovaires polykystiques, endométriose, traitements de fertilité, pertes de grossesse et soins d'affirmation de genre).

La revendication vise notamment à réduire la stigmatisation et à améliorer le soutien en cas de perte de grossesse, en offrant aux membres un congé payé adapté au stade de la grossesse qui leur permettrait de prendre le temps nécessaire pour se rétablir physiquement et émotionnellement sans pénalité financière. Nous demandons aussi un congé payé pour la gestion des symptômes et les rendez-vous liés à la santé reproductive, dans le but d'aider les personnes à prendre soin d'elles sans perte de salaire ni risque pour leur emploi.

Nous avons également présenté plusieurs revendications liées aux classifications d'emploi, comme celle des agentes et agents de données. Parmi les mesures demandées figurent aussi une nouvelle annexe pour les membres à la GRC et un examen de la structure des groupes professionnels.

## Prochaines étapes

Nous rencontrerons de nouveau l'employeur les 11 et 12 mars et ferons le point à mesure que les négociations évolueront. Voici comment vous pouvez nous aider :

- [Lisez le cahier de revendications](#) pour mieux comprendre ce que nous souhaitons accomplir.
- [Découvrez les membres de votre équipe de négo](#) pour savoir qui défend vos intérêts.
- **Discutez avec vos collègues** de ce qui se passe à la table de négociation et de ce qui compte pour vous.
- **Impliquez-vous dès maintenant** en participant à des manifestations, des piquets d'information, des dîners-causeries et des activités de mobilisation dans votre région.
- [Abonnez-vous à notre liste de diffusion](#) pour recevoir les dernières nouvelles en temps réel.
- [Téléchargez les images à slogan](#) pour montrer, au bureau et en ligne, que vous appuyez votre équipe de négo.